

Temps critiques

Blog : <http://blog.tempscritiques.net/>

Web : <http://tempscritiques.free.fr/>

Web : <http://www.tempscritiques.net/>

Sommaire du numéro 16, Printemps 2012

I. LUTTES ACTUELLES ET COMMUNAUTÉ HUMAINE

Des grèves d'octobre-novembre 2010 en France, puis des révoltes arabes au mouvement des indignés espagnols et des occupy américains, *Temps critiques*

II. FLUX DE CAPITALISATION ET SYSTÈMES TECHNIQUES

Systèmes fluidiques et société connexionniste, *Bernard Pasobrola*

Derrière la crise financière, l'unification problématique du capital, *Jacques Wajnsztein*

Crise, dramaturgie et jeu, *Bernard Pasobrola*

III. L'ÉTAT-RÉSEAU : HISTOIRE ET MODALITÉS

État-réseau et genèse de l'État : notes préliminaires, *Jacques Guigon*

Réseau et/ou oligarchie : les voies impénétrables de la domination du capital, *Jacques Wajnsztein*

Le retour en grâce du mot « oligarchie », *Bernard Pasobrola*

Sur « l'en commun », *Jacques Wajnsztein, Jacques Guigon*

CONSOMMATION

ET

DYNAMIQUE DU CAPITAL

Jacques WAJNSZTEJN

janvier 2013

Ce texte a été préparé en
vue de la réunion SouBis
de janvier 2013

sont organisés pour permettre à la consommation de se développer bien au-delà des limites précédemment données comme les besoins primaires à satisfaire. La pratique des loisirs pour tous devient un quasi droit social. Mais cette généralisation de la consommation reste encore relativement dépendante des rapports sociaux de production. Ainsi, les mouvements de critique du travail qui s'expriment et s'affirment — notamment en France et en Italie — dans les luttes néo-prolétariennes s'opposent tout autant à l'asservissement salarial qu'à l'aliénation dans la consommation. On se souvient du « Cache-toi, objet » sur les murs de Mai 68, du mouvement des auto-réductions et des « Indiens de l'intérieur » à Bologne en 1977. Les divers mouvements de critique de la consommation, notamment les plus radicaux ne sont donc pas seulement sortis de la tête de quelques enfants de *l'establishment* américain en rupture de ban. Ils ont aussi parcourus les différentes luttes de l'époque et particulièrement celles pour l'abolition du travail salarié et son monde. C'est seulement avec leur englobement capitaliste une fois la défaite advenue que la moralisation citoyenne de la consommation (associations de défense des consommateurs, juridisation du rapport commercial, etc.) a fait son apparition et est devenue un moyen de gestion sociale de « la crise ».

– avec l'échec du dernier assaut prolétarien, avec les restructurations des années 1970 puis avec la domination du capital sur la valeur (la « révolution du capital »), le rapport travail/consommation s'est inversé : aujourd'hui, c'est à partir de la capacité de consommation comme mesure du niveau de vie de l'individu qu'est posée la nécessité de l'emploi (et non plus du travail), comme pourvoyeur de revenus.

Janvier 2013

business, l'industrie, la construction et le bâtiment public et donc aussi les travailleurs de ces secteurs responsables de la dégradation de l'environnement. Mais il se développe dans la rupture d'avec la production qui apparaît soit comme magique (coupée de l'acte même) soit comme une malédiction (nuisances). Donc dans l'impasse. Une fois de plus, pour l'instant du moins, nous laissons aux forces dominantes le soin de trouver des « solutions » (les grands sommets sur l'environnement, l'effet de serre, les énergies renouvelables, la mise en place industrielle du recyclage et la tentative de certaines entreprises de mettre fin à l'obsolescence programmée).

La remise en cause des politiques keynésiennes depuis maintenant trente ans participe, elle, de la crise d'ensemble de la reproduction des rapports sociaux. La révolution du capital a accéléré les facteurs déstabilisants sans trouver de nouveau compromis et les forces en présence tirent à hue et à dia avec des États qui cherchent en général à maintenir un système de socialisation des revenus et même à l'étendre là où il est embryonnaire comme aux États-Unis, pendant que la plupart des entreprises ont tendance à ne plus percevoir les salaires que comme des coûts et donc à faire pression sur eux par le blocage des salaires ou/et les licenciements.

CONCLUSION

Ces remarques sur certains éléments objectifs de la consommation dans la domination réelle du capital ne doivent pas faire oublier le lien indispensable à maintenir entre critique du travail et critique de la consommation.

– dans la période du compromis fordiste et de la montée en puissance de l'État-providence (en gros, les « Trente glorieuses »), se sont établies, en contre-point de la conflictualité du travail, les conditions de la consommation de masse; ce que l'on va nommer « la société de consommation¹¹ ». Tous les secteurs de l'activité

11 – En 1965, le sociologue marxiste Henri Lefebvre l'a définie comme « société de consommation dirigée ».

CONSOMMATION ET DYNAMIQUE DU CAPITAL

Jacques WAJNSZTEJN

1 – Le phénomène de la consommation est extérieur au marxisme qui ne lui reconnaît qu'un caractère minimum défini à la fois comme niveau relatif et historique de subsistance et comme liés à des « besoins¹ ». La loi d'airain des salaires de Ricardo est censée ramener constamment les salaires à ce niveau de subsistance. Les marxistes reprendront ensuite cela sans véritable discussion avec les théories de la paupérisation relative et de la paupérisation absolue. Il n'y avait là dedans aucune position morale comme on peut la trouver chez les anarchistes, mais seulement une position qui tirait les conséquences d'une analyse de l'accumulation du capital comme créant une disproportion toujours plus grande entre le secteur des biens de production et celui des biens de consommation en faveur du premier. Cette disproportion devait entraîner une baisse du taux de profit et des crises cycliques². Mais Schumpeter développe, un siècle plus tard, l'idée que les

1 – Pour Marx les besoins ne sont pas « illimités » dans l'absolu, ils sont toujours situés historiquement, ils dépendent du degré de développement des forces productives et des rapports de production ainsi que de leur antagonismes. Même dans le communisme marxien, les besoins humains trouvent des limitations dans le rapport avec la nature extérieure. C'est la révolution du capital qui tente de faire sauter les verrous... mais ils n'y a plus alors de « besoins » mais de la demande/commande.

2 – C'est exactement le contraire qui se produit à partir des années 1980, par exemple aux États-Unis où dès 1981 le montant des achats de biens de consommation par les ménages dépasse celui des biens d'équipement par les entreprises alors que ces derniers sont à la base de l'accumulation et de la reproduction élargie.

investissements ne servent pas seulement à l'accumulation de moyens de production. Une part de plus en plus grande va à l'innovation au sens large, c'est-à-dire pas seulement des innovations techniques dans le procès de production, mais aussi des innovations de produits dans les modes de consommation, les méthodes d'organisation et de gestion.

2 – Le consumérisme n'est donc pas qu'une idéologie. Ces innovations transforment aussi bien les conditions de travail que les modes de vie, au sein d'un fordisme qui considère avec Keynes que les salaires ne représentent pas que des coûts de travail, mais aussi des revenus pour des salariés qu'il s'agira de traiter comme des clients potentiels³. Les théories de ce même Keynes inspireront les politiques de tous les grands pays industrialisés après 1945, des politiques de conventions collectives patronat/syndicats arbitrées par l'État dans sa forme « providence ». Elles sont basées sur un donnant-donnant (on dirait aujourd'hui gagnant-gagnant) entre une acceptation ouvrière des hausses de productivité et donc de cadences de travail élevées d'un côté en échange d'une croissance continue du pouvoir d'achat de l'autre. Le tout arbitré par l'État avec par exemple en France, l'instauration du SMIG puis du SMIC, ce dernier ayant une ambition un peu plus grande au sens où il n'est pas seulement un salaire plancher de référence, mais qu'il accompagne la croissance en s'adaptant à son rythme et où il est censé produire un phénomène de rattrapage en faveur des bas salaires. Il s'ensuit une augmentation lente mais continue de la part des salaires dans la distribution de la valeur ajoutée.

Ce sont ces politiques dites « de revenus » qui instaurent une norme sociale de consommation⁴ et tendent à institutionnaliser la

3 – La dimension macro-économique (croissance tirée par la demande) l'emporte sur la dimension micro-économique (le profit est tiré par l'offre).

4 – Cette norme de consommation touche toutes les catégories sociales puisqu'on parle par exemple de norme de consommation ouvrière caractérisée par la consommation de deux biens durables essentiels : le logement social qui apporte le confort et l'automobile qui assure à la fois la liberté individuelle de déplacement et permet d'assurer la contrainte d'un trajet

des femmes dans le salariat avait permis le développement de la production et de la consommation de biens durables, l'invention du concept de « jeunesse » a eu comme conséquence la création d'un modèle idéal de consommation et l'éclosion d'un foisonnement de nouvelles marchandises jetables sur la base de la miniaturisation des objets technologiques. Et la profusion des objets/marchandises a produit une normalisation des désirs.

Une fois de plus le capital ne faisait pas que dominer, mais développait de nouveaux mécanismes de reproduction des rapports sociaux impliquant une part de soumission et une part de libération des individus. Alors que dans les années 1960-1970 ces transformations produisaient des ruptures partielles telle que le « conflit des générations », « la fureur de vivre » et le refus du travail, la révolution du capital va stabiliser les rapports familiaux et inter-générationnels autour des valeurs d'une néo-modernité et de l'impératif de « rester jeune » et « branché ». Mais comme les femmes, les jeunes développent des contre-valeurs qui peuvent corroder l'édifice par une exigence de se réapproprier le temps ou au moins du temps pour les premières et par leur position encore marginale par rapport au travail pour les seconds qui peut en amener la critique au moins partielle (cf. les refus de contrats comme le CIP ou le CPE et parallèlement une certaine ambivalence par rapport à la flexibilité).

D'un autre côté, la critique écologique fait intervenir un nouvel élément en rupture avec la critique ouvrière de l'usage. En effet, cette dernière voyait dans la révolution sociale une reconquête de la valeur d'usage des objets sur leur aspect marchand, mais sans critique de l'objet lui-même (la CGT automobile demande encore aujourd'hui la construction de véhicules 4x4 pour sauver Peugeot et Renault !); alors que la première s'attaque à la valeur d'usage elle-même du fait du caractère négatif qu'elle a prise dans la production de l'obsolescence programmée et de l'objet comme déchet potentiel.

Le souci écologique participe activement de la crise du capitalisme comme mode de production en ce qu'il rend l'agro-

que le pendant de l'accumulation sans fin de puissance, de profits et de capital et de l'extension des marchés au niveau mondial. Mais s'il y a les jeux et les plaisirs de la consommation, il y a aussi la réalité de la norme de consommation comme économie de temps en remplaçant l'activité directe par l'usage de biens d'équipement. Le capitalisme transmet ainsi à toute la société le secret de son dynamisme : la recherche de gain de temps qui permet un usage différent du temps comme le montrent le rapport entre le développement parallèle des équipements ménagers et du travail féminin, les modifications de langage aussi (« gérer son temps » ; « ça va, je gère », etc.).

C'est ce processus et bien d'autres aussi qui nous font dire que nous sommes dans une « société capitalisée ». La consommation participe amplement au processus de rationalisation et constitue un élément objectif de la capitalisation des activités humaines. Le temps devient lui-même un capital (le capital-temps, le « crédit de formation », le chèque-nouvel-entrepreneur, etc.) qui permet de créer de nouvelles différenciations au sein du salariat avec le développement des activités de services à la personne. Il y a des temps de différente « valeur » comme l'a bien exposé A. Gorz dans différents travaux.

ACTUALISATION

En mettant en crise les institutions¹⁰, la société capitalisée supprime les médiations et par exemple, en même temps que le rôle des élections décline, que la méfiance vis-à-vis de la politique augmente, l'individu-démocratique est mis en contact directement avec la liberté et l'égalité à partir de la consommation des nouveaux produits, l'accès facile à la protection sociale et au crédit. Les NTIC ont accéléré le processus de « démocratisation » alors que tous les mauvais augures nous prédisaient un décrochage de la part de la partie de la population qui ne saurait utiliser les nouveaux outils informatiques. Alors que la transformation du statut

10 – Ce que J. Guigou appelle « L'institution résorbée », cf. *Temps critiques*, n° 12. URI : <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article103>

lutte économique de classes sous la forme de la négociation collective. Derrière ces politiques de revenus s'exprime la thèse selon laquelle la croissance est tirée par la demande globale (consommation des ménages et investissement des entreprises) plutôt que par l'offre (production et épargne) et que cette demande augmente davantage si les politiques de revenus favorisent les bas et moyens salaires dans la mesure où leur « propension » (= tendance) à consommer est supérieure à celle des hauts salaires⁵.

Ces nouveaux types d'innovation permettent une utilisation des connaissances économe en capital fixe et en travail non ou peu qualifié, améliorant par là la productivité des facteurs de production qui facilitent une production en série, une baisse du coût unitaire et des prix et donc une consommation de masse. Ils contribuent au passage d'une société bourgeoise à une société salariale qui n'est plus basée sur l'antagonisme des classes, mais sur des institutions politiques, sociales et culturelles d'intégration dont l'une des missions était de faire correspondre massification et démocratisation à travers la croissance de la consommation,

logement-travail qui s'allonge. D'une manière plus générale les normes, les règles et les contrats dans la société capitalisée tendent à remplacer la Loi de la société bourgeoise. Des nouveaux droits ou devoirs y sont attachés.

5 – Je change les symboles de la formule de Keynes pour simplifier, mais ça donne ça : R est le revenu, C la consommation, E l'épargne et par définition $R = C + E$. Keynes va distinguer deux sortes de propension, premièrement la propension moyenne qui exprime la part de revenu qui est consommée ou épargnée (elle se note C/R ou E/R) et deuxièmement la propension marginale à consommer et épargner qui s'intéresse à la répartition de la variation de revenu quand il y a des hausses et des baisses de salaires. Si Δ signale la variation, alors la propension marginale à consommer s'écrit $\Delta C / \Delta R$ et les statistiques montrent qu'elle est plus forte pour les bas que pour les hauts salaires qui ont eux une plus forte propension à épargner. Moralité comme le disait Keynes qui n'était pas un bourgeois mais plutôt un aristocrate déclassé et provocateur fréquentant des personnes un peu en marge comme les membres du Groupe de Bloomsbury et Virginia Woolf, « seul l'argent des pauvres est intéressant pour la croissance ». Il faut donc augmenter les salaires ou/et leur masse.

qu'elle soit consommation de produits marchands ou de produits non marchands comme dans les secteurs de l'éducation, de la culture et de la communication.

3 – C'est ce lien entre consommation et démocratie qui est fondamental. Pourtant, il n'a pas été véritablement reconnu et exploité par la critique qui a souvent adopté une position morale sur la consommation ou alors mis en avant des manques de la théorie des besoins de Marx, les rapports entre besoins et désirs, etc. Ce lien entre démocratie et consommation est fondamental parce qu'il transforme complètement le processus de consommation qui se fait de plus en plus qualitatif (cf. la notion aujourd'hui incontournable de « confort ») et surtout qui ne repose plus essentiellement sur la distinction de classe et la différenciation statutaire d'objets ostentatoires à la valeur reconnue, mais sur l'uniformisation des produits standardisés, la différenciation n'intervenant qu'au niveau temporel (initiateur/imitateur) et au niveau de la qualité de second ordre (la voiture et le foie gras pour tous, mais pas les mêmes marques ou modèles).

Le consumérisme est donc inséparable de l'avènement de ce que nous appelons « l'individu-démocratique » et pour reprendre un terme journalistico-sociologique, de la « moyennisation » des sociétés capitalistes⁶. En langage sociologique on dira que les luttes de classement prennent le pas sur les luttes de classes.

6 – Loin de moi l'idée de faire ressortir une classe sociale, la (ou les) classe (s) moyenne (s) alors que je ne parle plus en termes de classes mais seulement de dire qu'il y a une tendance à la parfaite adéquation entre nouvelles innovations et individualisme renforcée autour de la multiplication de valeurs jugées équivalentes, le tout porté par des couches et des milieux à l'absence de références de classes fortes (ce sont les catégories des services au brassage social fort parce que la mobilité sociale se produit surtout au milieu de l'échelle sociale au sein de trajectoires courtes. Mais surtout ce sont les catégories les plus « branchées » sur la néo-modernité. On pourrait définir brièvement cette néo-modernité comme une modernité en dehors de son projet progressiste originaire ou pour le caractère dérisoire de ce progrès.

La consommation est aujourd'hui un processus⁷ qui ressuscite la sphère du privé, au sein du ménage et de la famille (voir la tendance *cocooning*) alors que la production s'était de plus en plus développée en dehors de la structure familiale, au sein de la communauté du travail. Les pratiques de consommation ne sont donc plus immédiatement sous l'influence des rapports de production et de classes même si ceux-ci peuvent encore jouer leur rôle comme « habitus » pour reprendre le concept de Bourdieu.

La mondialisation accroît encore ce phénomène par la diffusion de l'*american way of life* parmi les centaines de millions d'individus des pays émergents qui ont atteint un niveau de vie supérieur au simple niveau de subsistance et qui, eux aussi, ont des prétentions à la démocratie (revendication de l'internet libre en Chine, lutte pour l'égalité des sexes en Inde) et pour ceux qui ne l'ont pas atteint, différentes formes de crédit peuvent servir de palliatif : la révolution du capital ne serait rien sans la révolution anthropologique qui l'accompagne et on pourrait même dire, qui l'a précédée⁸.

4 – La consommation est devenue un élément essentiel de la dynamique du capital⁹, ce qui donne raison rétrospectivement à Schumpeter. La fuite en avant dans la consommation n'est jamais

7 – Par opposition à l'époque où la consommation ne représentait qu'une transcription de l'activité de subsistance, en marge des rapports marchands.

8 – Par exemple, dans les favelas du Brésil, dépourvues de tout sanitaire moderne et où les familles sont souvent sans travail officiel, des télévisions et des fours à micro-ondes flambants neufs occupent l'espace pourtant réduit des cabanes ; tout cela financé par endettement grâce à la *Bolsa familia* fournie par l'État.

9 – Pour répondre à la dernière lettre de Daniel B. qui s'interroge sur la notion de capital conçu comme un rapport social (je suppose qu'il fait une référence implicite soit à Temps critiques, soit à Théorie communiste), on peut dire que le capital est un rapport de dépendance réciproque entre les classes, au moins sous la « domination formelle », ou plus précisément aujourd'hui, comme le développement du rapport salarial. Ce n'est donc pas une entité immanente ! Et quand je parle de crise il ne s'agit donc pas de la « crise » de 2008, mais d'une crise de reproduction de ce rapport social qui ne date pas de 2008.